

# L'actuel Musée des beaux-arts n'est pas digne de notre canton

« C e n'est pas le moment! » La formule est d'usage courant en période de finances asséchées dans un canton morose comme une fin de mois. Telle idée, tel projet sont, peut-être, judicieux, mais voilà, «ils tombent au mauvais moment». En réalité, la dialectique du bon ou du mauvais moment est plus subtile que ces constats sommaires.

Tout d'abord, on observe que le canton continue à investir à hauteur de 250 à 300 millions par an. C'est sa manière judicieuse de lutter contre la basse conjoncture. De surcroît, le choix de ces investissements s'impose le plus souvent pour des raisons impératives: quand la population scolaire augmente, on ne peut pas faire l'école dans la rue ou dans les champs; il faut des classes nouvelles. Mais tous les choix, ceux des bons pro-



ANDRÉ GAVILLET  
ancien conseiller d'Etat

jets qui tombent au bon moment, n'ont pas le même caractère d'évidence. Plusieurs résultent du jeu des groupes de pression, des lobbies, des options politiques. Tout n'est pas prédéterminé. Il reste une marge d'appréciation et une place pour l'innovation.

O r, dans cette enveloppe de 250-300 millions, il n'est pas question d'augmenter, l'équipement culturel du canton ne trouve plus place. Pourtant, malgré quelques réalisations importantes (aménagement pour des dépôts de la caverne de Lucens, corps central de Rumine, Arlaud) le rattrapage est loin d'être achevé.

Le point le plus sensible est le relogement et le redéploiement du Musée des beaux-arts, pour lequel depuis des années est recherché un emplacement adéquat. Or la libération à Chauderon de l'ancien siège du Crédit Foncier serait l'occasion tant souhaitée. Le bâtiment, qui est à vendre, a de la noblesse; son implantation urbaine et sa desserte sont excellentes; une étude poussée a démontré que sa réaffectation en Musée des beaux-arts serait possible et heureuse. Mais, objectera-t-on, est-ce le bon moment? Première réponse simple: les occasions sont à saisir. On prend ou l'on ne prend pas. Ménager l'avenir, c'est ne pas laisser échapper une opportunité qui ne se représentera pas.

Car cette rénovation du Musée des beaux-arts s'inscrit dans une politique arrêtée depuis des années, dès

1991, par le Conseil d'Etat. Devant le Grand Conseil qui l'approuvait, l'ancien conseiller d'Etat Pierre Cevey affirmait: «Le Conseil d'Etat a pris une décision très claire, qui est de sortir le Musée des beaux-arts de Rumine», et il soulignait encore l'insuffisance des salles d'exposition, l'impossibilité de présenter de manière complète les peintres vaudois et le fonds permanent.

I l faut le souligner. L'art pictural exprime de manière exceptionnelle la créativité vaudoise. Pour ne citer qu'une époque glorieuse, Vallotton, Steinlen, Grasset ont marqué leur époque. C'est aussi un art populaire; des œuvres importantes, de Burnand par exemple, ont été achetées par souscription publique. Art toujours vivant dont témoignent les créateurs d'aujourd'hui, les galeries. Il faudrait citer encore les collectionneurs, qui, avec leur goût et leur argent, réunissent des ensembles exceptionnels qu'ils seraient prêts à mettre à la disposition du public si des conditions d'exposition satisfaisantes étaient réunies, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Seul un musée vivant peut jouer ce double rôle: enrichissement du patrimoine et soutien de la créativité.

L es Vaudois vont entrer dans les années du bicentenaire de leur souveraineté, de 1998 à 2003. Il y a cent ans, ils créèrent dans l'enthousiasme populaire, avec des milliers de figurants, le Festival novateur de Jacques-Dalcroze. Aujourd'hui, ils pourraient laisser aux générations futures une œuvre durable, un Musée des beaux-arts rénové et réaffirmer ainsi, contre la morosité ambiante, leur capacité de créer. Ce serait «le bon moment».

A. G. □